

**ARRETE MUNICIPAL PERMANENT REGLEMENTANT LA CIRCULATION, SENS INTERDIT SUR L'ACCES A
L'ECOLE DE TAL AR GROAS A CROZON**

Le Maire de la Commune de CROZON,

Vu la loi n°83-9 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les Départements, les régions et l'état,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, les articles L.2213.1 à L2213.6 ; L.2212-1 et suivants ;

Vu le Code de la route et notamment l'article R412-28.

Vu le Code pénal, notamment l'article R610-5

Vu le Code la voirie routière, notamment l'article R116-2

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu le décret n°72-541 du 30 juin 1972 portant réglementation d'administration publique modifiant et complétant le code de la route

Vu le décret n°86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du code de la route.

Considérant que pour des raisons de sécurité, postures VIGIPIRATE « sécurité renforcée, risque d'attentat », il y a lieu de réglementer la circulation des véhicules sur la route d'accès de l'école de Tal Ar Groas à Crozon.

ARRETE

Article 1 La circulation des véhicules à moteurs sera interdite sur la route d'accès à l'école de Tal Ar Groas de 7h15 à 19h15 du lundi au vendredi de chaque semaine.

Article 2 La réglementation visée à l'article 1 ne s'applique pas aux véhicules d'intérêt général prioritaire (police, secours, ...), aux véhicules utilisés à des fins de gestion ou d'entretien de la voirie, ni aux véhicules utilisés dans le cadre d'une mission de service public.
La réglementation visée à l'article 1 ne s'applique pas aux utilisateurs des cycles sans moteur thermique et de véhicules hippomobiles.

Article 3 Les mesures édictées ci-dessus seront matérialisées par une signalétique réglementaire qui sera mise en place par les services techniques municipaux.

Article 4 Les dispositions prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation par les services techniques de la ville de CROZON.

Article 5 Les infractions au présent arrêté seront constatées, poursuivies et réprimées conformément aux lois en vigueur.

Article 6 Une ampliation du présent arrêté sera adressée à :
Madame la Directrice Générale des Services,
BTA Gendarmerie de Crozon,
Les Services Techniques Municipaux,
La Police Municipale,
Qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Pour extrait certifié conforme
A CROZON, le 11 juillet 2023
P/LE MAIRE



L'Adjoint délégué

Philippe BRUN

Le Maire

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de son acte,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.